

BURUNDI

Vie politique...

(BUR_1) RFI – 11/10

L'Assemblée nationale du Burundi a adopté mercredi 10 octobre un projet de loi créant un statut pour l'opposition politique. Le gouvernement a salué une loi historique. Mais cette loi est contestée par la principale coalition de l'opposition, qui n'est pas représentée au Parlement, ayant boycotté les dernières législatives.

Ce projet de loi a été adopté à la quasi-unanimité. Il prévoit, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, un statut spécial pour le chef de file de l'opposition, véhicule, frais de fonctionnement, fonds protocolaires, et reconnaît également à l'opposition politique, le droit notamment de s'exprimer sur les violations de droits humains, ou celui d'accéder aux médias de l'Etat.

Le ministre burundais de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, s'est réjoui de l'adoption de ce texte au micro de RFI, juste à sa sortie de l'hémicycle : « C'est une loi très importante et qui viendra consolider la démocratie au Burundi, qui viendra promouvoir le dialogue. C'est historique et ça devrait être salué par tous les politiciens burundais ».

Le ministre semble avoir parlé très vite. L'Alliance démocratique pour le changement au Burundi, l'ADC-Ikibiri, qui regroupe les principaux partis d'opposition, a dénoncé une loi taillée sur mesure par le gouvernement burundais. Son président, Léonce Ngendakumana : « Le gouvernement du Burundi décide de créer son opposition. Là, nous n'allons pas accepter. C'est un grand recul pour la démocratie ». Selon cette coalition, c'est Emmanuel Mbi Huro, un homme de paille porté à la tête du parti, issu de l'ex-rébellion des FNL par le pouvoir, qui devrait prendre le titre de chef de file de l'opposition, en l'absence de son leader historique Agathon Rwasa, qui est retourné dans la clandestinité. Un comble, selon Léonce Ngendakumana.

Relations extérieures

(BUR_2) BBC – 5/10

Le Burundi a introduit une demande d'adhésion au Commonwealth, l'association anglophone d'anciennes colonies ou protectorats de l'Empire britannique. Il s'agit du second pays de la région des Grands Lacs, traditionnellement francophone, à effectuer une telle demande. Le Rwanda avait été admis comme 54ème membre du Commonwealth en 2009.

La demande du Burundi intervient à quelques jours du sommet de la Francophonie à Kinshasa en RDC (du 12 au 14 octobre).

Lundi, le président du Gabon Ali Bongo, un des plus proches alliés de la France en Afrique, avait semé le trouble en se prononçant pour l'introduction de l'anglais dans son pays et en vantant le modèle du bilinguisme au Rwanda. Le Gabon envisage d'introduire l'anglais comme langue officielle, au même titre que le français.

Ali Bongo doit effectuer vendredi, une visite officielle de deux jours au Rwanda, sur l'invitation de son homologue rwandais, Paul Kagamé.